

Laurent Bouvet, le gladiateur de la laïcité

PortraitCofondateur du Printemps républicain, le politiste promeut sa conception d'une laïcité intransigeante à coups de Tweet polémiques. Il a été nommé au « conseil des sages » du ministre de l'éducation.

C'est par une citation de Machiavel que Laurent Bouvet se présente sur Facebook. « *J'aime ma patrie plus que mon âme.* » Une présentation à la fois succincte et diablement bavarde tant ces quelques mots dessinent à grands traits celui qui les emprunte : un esprit rompu à la philosophie politique, résolument républicain et farouchement laïque.

Sur Twitter, pour se raconter, il a choisi une pensée de Marc Aurèle : « *Une excellente manière de te défendre d'eux, c'est d'éviter de leur ressembler.* » Là, le mystère demeure entier tant le compte de Laurent Bouvet, qui enregistre 16 600 messages postés depuis septembre 2009, une moyenne de cinq par jour, ressemble à ceux de certains de ses adversaires, entre véhémence et chicaneries.

Depuis qu'il a fondé le Printemps républicain en 2016, une association « *visant à promouvoir le commun et la laïcité dans le paysage politique français* », pas une semaine ne s'est écoulée sans que ce professeur de théorie politique à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ne se trouve embarqué dans l'une de ces polémiques indébrouillables sur l'islam qu'il subit autant qu'il les provoque.

Les réseaux sociaux, nerf de la guerre

Dernière en date : l'affaire Mennel. Cette chanteuse de 22 ans a dû se résoudre à quitter l'émission « The Voice » après que des internautes ont exhumé des posts Facebook dans lesquels, après les attentats de Nice et de Saint-Etienne-du-Vouvray (Seine-Maritime), en 2016, elle déclare : « *Les vrais terroristes, c'est notre gouvernement.* »

Mis en cause par une enquête du site *BuzzFeed* sur les origines de « *l'emballement qui a précipité le départ de la chanteuse* », Laurent Bouvet, qui la jugeait injuste à son égard, a réagi en deux temps. D'abord, [avec un communiqué niant l'implication du Printemps républicain dans l'affaire Mennel](#). Ensuite, en exhumant sur Twitter un article datant de 2009 dans lequel le journaliste de *BuzzFeed* s'interrogeait sur le 11-Septembre. L'affaire peut paraître picrocholine ; elle est caractéristique des procédés du Printemps républicain. Disqualifier ses contradicteurs et fournir des flèches prêtes à l'emploi sur les réseaux sociaux, nerf de la guerre du Printemps républicain.

Il serait laborieux de citer tous les faits d'armes du mouvement. Il y eut des conflits particulièrement violents avec Jean-Louis Bianco, le président de l'Observatoire de la laïcité, et Nicolas Cadène, son rapporteur général, accusés de n'avoir rien compris à la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des églises et de l'Etat en raison de leur supposée « *complaisance* » envers des associations confessionnelles ou prônant le dialogue interreligieux (Coexister).

Avec Edwy Plenel et *Mediapart*, accusés notamment d'avoir banalisé les propos de Tariq Ramadan. Avec Rokhaya Diallo, militante antiraciste aux positions tranchées jugée trop communautariste. Avec les participants à un colloque sur l'islamophobie à l'université Lyon-II. Ces querelles ont fini d'abîmer toutes les forces en présence. La gauche dite « Marianne

(ou Charlie) », qualifiée par ses adversaires d'« islamophobe », face à la « gauche Mediapart », accusée d'islamo-gauchisme.

Une « radicalisation » de la laïcité, selon Macron

« *Je n'aime pas le mot islamophobe* », affirme le cofondateur du Printemps républicain et désormais membre du « conseil des sages » de la laïcité. A peine installée, cette instance mise en place par le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, pour « *préciser la position de l'institution scolaire en matière de laïcité et de fait religieux* », suscite des interrogations liées à sa composition hétéroclite.

Y siègent aussi bien des partisans d'une laïcité libérale comme Jean-Louis Bianco et le philosophe Abdennour Bidar que ceux d'une laïcité stricte comme la philosophe Catherine Kintzler, l'ancien président du comité Laïcité-République Patrick Kessel et l'inspecteur général de l'éducation nationale Alain Seksig, proches du Printemps républicain.

« *On ne cherche ni à cibler, ni à condamner, ni à censurer* », assure Gilles Clavreul, cofondateur du mouvement. Proche de Manuel Valls, ce préfet chargé par le ministre de l'intérieur Gérard Collomb d'une « *mission relative à la laïcité et au respect des règles de vie en société* » concède que c'est peut-être « *l'impression* » que certains de leurs sympathisants donnent sur les réseaux sociaux. « *Ce n'est ni le printemps laïc ni le printemps anti-islamo, même si c'est difficile de sortir de cette image.* »

Lors d'une réunion avec les représentants des six principales religions au mois de décembre 2017, Emmanuel Macron a lui-même parlé de « *radicalisation de la laïcité* » en visant, sans les nommer, le Printemps républicain et Manuel Valls. Le président de la République a également qualifié d'« *erreur funeste* » le fait de vouloir, « *en parlant de la laïcité, parler du seul sujet de l'islam* ».

Deux semaines plus tard, le 6 janvier, le mouvement a organisé un grand raout aux Folies Bergère intitulé « *Toujours Charlie ! De la mémoire au combat* » qui a essentiellement porté sur l'islam. L'événement a rassemblé le Tout-Paris des « *défenseurs de la laïcité* » ou d'une certaine conception de la laïcité (Elisabeth Badinter, Caroline Fourest, Pascal Bruckner, Brice Couturier, Sonia Mabrouk, Manuel Valls...). Aucun contradicteur n'était invité.

Accusé parfois de « jouer avec le feu »

A ceux qui l'accusent de jouer avec le feu, Bouvet répond : « *Qu'ils remplissent un théâtre de 2 000 places, qu'ils organisent une journée de débats de qualité avec une trentaine de personnalités, et on en reparle.* » A l'exception de ce rassemblement très médiatisé, le Printemps républicain, en près de deux ans d'existence, n'a pourtant rien produit d'autre que des polémiques sur Twitter.

Hors réseaux sociaux, Laurent Bouvet, 50 ans, s'exprime avec calme et affabilité. Il assume la violence du débat car il s'est engagé dans un « *combat idéologique contre l'islamisme, comme il y eut des combats idéologiques contre le communisme ou contre le nazisme* ». Cela induit que ceux qui ne le combattent pas sont soit naïfs, soit complices. « *Laurent Bouvet est un lanceur d'alerte, s'enthousiasme Manuel Valls, il ne laisse rien passer sur les réseaux sociaux.* »

Dans son bureau de l'Assemblée nationale, l'ancien premier ministre égrène leurs « *victoires politiques* » : avoir soutenu les femmes qui ont dénoncé Tariq Ramadan ; avoir déterré les

tweets antisémites du chroniqueur Mehdi Meklat ; avoir dénoncé les « dérives » du syndicat SUD-éducation 93 qui a parlé de « racisme d'Etat » ; avoir dévoilé « l'aveuglement de l'Observatoire de la laïcité qui n'observe rien et prétend qu'il n'y a pas de problème avec la laïcité ». Depuis la naissance du Printemps républicain, Valls affirme ne plus se sentir seul à mener le « combat de [sa] vie ». « Nous avons relevé le gant de ce combat pour la République et la laïcité. Bouvet porte haut les couleurs de la République. »

Les deux hommes, devenus proches après les attentats, vont contribuer au think tank que s'apprête à lancer Gilles Clavreul en mars, et qui sera présidé par Jean Glavany : L'Aurore, en hommage à Clemenceau, le modèle de Valls, sera un laboratoire d'idées « républicain et progressiste ». « Ce ne sera pas l'écurie de Valls, précise Bouvet. J'apprécie son intransigeance, mais je ne suis pas d'accord avec lui sur l'interdiction du voile à l'université. »

Comme Valls, « Bouvet a acquis la conviction que l'identité est le sujet crucial aujourd'hui, observe Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès qui a rencontré Bouvet au cours des années 1990. C'est un libéral de gauche qui est allé vers un républicanisme traditionnel. »

Issu d'un milieu très modeste

Laurent Bouvet est né à la vie politique en 1986, l'automne des grandes manifestations contre le ministre de l'enseignement supérieur Alain Devaquet. Il a tout juste 18 ans, et rien de commun avec ses camarades de Sciences Po, ces jeunes gens en loden qui s'émeuvent en cette rentrée de la suppression du vestiaire de la Péniche (le hall de l'établissement). Trente ans après, il n'en revient toujours pas : « On a cessé de leur prendre leur manteau à l'entrée de l'école et pour eux, c'était réellement un enjeu. »

Il découvre la politique auprès d'une poignée d'étudiants qui, comme lui, ne sont « personne ». Car Bouvet a grandi en banlieue, dans le Val-de-Marne. « Banlieue banlieue », précise-t-il comme pour invoquer l'image précise d'un paysage de béton et de tours plutôt que de quartiers résidentiels noyés dans la verdure. Il a été baptisé avant de cesser, adolescent, d'aller à l'église. « La foi ne m'intéresse pas. Pas plus que l'ésotérisme. »

Il ne s'étend pas, consent à peine à préciser que son milieu était « très modeste », que ses parents n'ont pas fait d'études. Ce n'est pas un motif de honte ni de fierté, c'est comme ça. Il y a tout de même cet étonnement qui le traverse encore quand il parle à un président de la République ou qu'il reçoit des personnalités en vue à sa table. Il se dit que ce n'est pas commun, ses parents ne connaissaient personne qu'on avait déjà vu à la télévision. Il ajoute : « Non pas que ce soit important d'être passé à la télé. Seulement, je me dis que ce sera plus facile pour mes enfants. »

Interrogé sur son épouse, Astrid Panosyan, directrice générale au groupe immobilier Unibail-Rodamco, conseillère d'Emmanuel Macron à Bercy et cofondatrice d'En Marche !, il précise qu'ils observent une stricte séparation de leurs vies privée et publique : « Macron, c'est son travail, c'est son histoire à elle. » Il s'en tient donc à distance.

De ses années au sein du Parti socialiste, Bouvet n'éprouve aucune nostalgie – « c'était déjà la chute » –, mais il raconte sans déplaisir ses débuts à la section du 12^e arrondissement de Paris, les congrès, l'UNEF-ID, les petits boulots à la mutuelle étudiante de Rennes (où il croise Benoît Hamon).

Une parcours universitaire prometteur

En parallèle, Bouvet poursuit une carrière universitaire prometteuse. En 1993, il fait la rencontre de sa vie : l'historien Pierre Rosanvallon sera le directeur de sa thèse sur la nouvelle question identitaire américaine. Ses recherches le mènent à l'université de Chicago, où il croise l'historien François Furet, « *qui se sent un peu seul* », puis à Princeton, où le surprend, au printemps 1997, la nouvelle de la dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac. Il a 29 ans. Ses amis accèdent aux responsabilités. C'est la grande époque de la bataille des idées entre Tony Blair, Gerhard Schröder et Lionel Jospin.

Bouvet relance alors la revue théorique du PS mais refuse de travailler avec Hollande au premier secrétariat (« *il n'y avait que Le Foll* ») pour privilégier sa carrière d'enseignant. « *La place de Bouvet au PS était hybride, se souvient Laurent Baumel, ancien député et proche de lui à l'époque. Son intégration était très forte dans le parti, mais il n'a pas fait de politique. Il avait un côté intellectuel organique du PC.* »

En 2001, Bouvet, qui navigue entre différents think tanks et revues, son dada, devient secrétaire général de La République des idées. Cet atelier intellectuel dirigé par Rosanvallon publie la revue *La Vie des idées* et une collection de livres au Seuil. En 2002, lorsque Bouvet découvre le manuscrit *Le Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, de Daniel Lindenberg, le texte lui fait l'effet d'un uppercut. Il est scandalisé par la démarche de l'historien qui, dans ce livre, dénonce la dérive réactionnaire de nombreux intellectuels : Taguieff, Manent, Gauchet, Finkielkraut...

« *Je comprends que ce livre acte la fin de la gauche anti-totalitaire française. Je dis à Rosanvallon que la mission de La République des idées n'est pas de faire la liste de la mauvaise pensée, des sociaux traîtres, des hyènes dactylographes, comme le faisaient les communistes que la gauche anti-totalitaire combattait dans les années 1950.* »

La rupture avec Rosanvallon est définitive. L'historien, qui garde le souvenir d'un « *très bon étudiant* » doté d'une « *très bonne capacité d'analyse* », fait une autre lecture de cet épisode. « *Il a pris prétexte de l'affaire Lindenberg pour masquer une divergence qui n'était pas à son avantage : il a préféré être sur le devant de la scène comme auteur d'essais plutôt que de livres de fond. Or, ce n'est pas mon métier : mon métier est la production intellectuelle.* »

Cofondateur de la Gauche populaire

A la même époque, autour de Bouvet et d'autres trentenaires du PS, dont Laurent Baumel et Emmanuel Maurel, se constitue un petit collectif opposé à la parité par crainte que « *les trentenaires socialistes de sexe masculin* » se voient privés de places au profit de femmes. *Libération* tire le portrait cruel et ironique de ces socialistes « *jeunes et contents d'eux* ».

Arrivés à ce stade de l'article, vous vous demandez peut-être où sont les femmes. Il n'y en a pas. Ou peu. Les amitiés professionnelles de Bouvet – ce n'est pas le cas dans sa vie personnelle – sont d'abord masculines, reflet de ces décennies où les femmes sont empêchées d'accéder aux postes à responsabilité. « *Je n'y avais jamais réfléchi* », admet-il.

Son goût des collectifs l'amène à cofonder, dix ans plus tard (il a quitté le PS après la défaite de Ségolène Royal), la Gauche populaire en réaction à un rapport de Terra Nova recommandant aux socialistes de se rapprocher des minorités pour remporter la présidentielle. La Gauche « *pop* » plaide au contraire pour la reconquête des catégories populaires et

s'inquiète de la célébration d'un multiculturalisme jugé destructeur pour la cohésion républicaine.

Le 7 janvier 2015 marque la bascule. Alors qu'il signe les dédicaces de son dernier ouvrage, *L'Insécurité culturelle*, dans les locaux de Fayard, son attachée de presse accourt. Il se passe quelque chose à *Charlie Hebdo*. Ce qu'il entend dans les jours qui suivent les attentats l'inquiète. « *Les "je ne suis pas Charlie". Les justifications : le terroriste perçu comme une victime de l'islamophobie, de la situation sociale, du racisme d'Etat... Je ne conteste pas les multicausalités du terrorisme, je constate qu'il y a un non-dit : l'islamisme est une idéologie globale fondée sur la religion.* »

Le monde lui paraît angoissant (« *je ne parle même pas de la question climatique qui réglera peut-être la question* »), l'avenir piégé par les « *sommations identitaires grandissantes* » (féministes, religieuses, raciales), la France menacée par l'islamisme et par le déni de ses dirigeants. Mais, chez lui, point de nostalgie ou de mélancolie française. « *Je ne pense pas comme Finkelkraut que tout est foutu et qu'il faut remettre les Arabes à la mer.* » Il nuance : « *En réalité, il est plus gentil que ça. Mais lui ou Zemmour, ce n'est pas ma famille.* »

Les choses se gâtent entre lui et la gauche. « *Je deviens le Cassandre qui fait chier tout le monde* », dit-il. Laurent Baumel ne le fréquente plus que de loin en loin, « *sans être fâchés* » : « *Pour moi, la question centrale demeure sociale et économique. Lui a fait de l'identité sa question centrale.* » Son ancienne famille demeure circonspecte face à cette obsession singulière chez un homme de gauche, qu'il expose régulièrement dans le *FigaroVox*, site d'opinions marqué très à droite. Il s'apprête aujourd'hui à rejoindre *Régénération*, une revue qui sera dirigée par Alexandre Devecchio (journaliste au *FigaroVox*). Sa signature y côtoiera celle de Mathieu Bock-Côté, sociologue québécois, souverainiste et conservateur. Il ne voit pas où est le problème : « *Je vais partout où on m'invite, sauf au FN.* »

Une exaltation de l'identité

Devenu suspect pour une partie de la gauche, Bouvet a lui-même recensé les « *raciste* », « *islamophobe* », et autres « *lepéniste de gauche* » dont on le qualifie. Philippe Portier, historien et sociologue des religions, en désaccord avec la conception de la laïcité du Printemps républicain, le distingue toutefois de l'extrême droite.

« *Nous n'avons pas affaire à la même conception de la laïcité. Celle du Printemps républicain est issue des Lumières françaises, marquée par l'idée de raison. Pour Marine Le Pen, elle est liée à un héritage chrétien commun. Au bout du compte, il y a dans les deux cas une exaltation de l'identité.* » Et une obsession commune pour l'islam.

Bouvet tient l'historien Jean Baubérot – plume de François Mitterrand, il est l'auteur d'une vingtaine de livres sur la laïcité – pour responsable de la popularisation d'une laïcité libérale qu'il combat au nom de la « *liberté républicaine* ». La « *baubérisation de la laïcité* », soupire-t-il. « *Je suis donc devenu un concept ?* », s'amuse Jean Baubérot.

L'historien aimerait bien débattre avec Bouvet qu'il « *estime* ». Il ne l'a croisé qu'une fois, brièvement, au printemps 2017, lors d'une réunion organisée par le candidat Macron à l'Institut Marc-Sangnier, au 34 boulevard Raspail, là où se trouvaient les locaux du Sillon, ce mouvement progressiste qui, avant la loi de 1905, cherchait à réconcilier le catholicisme et le régime républicain.

« Ce que je connais le mieux de Bouvet, c'est son livre sur l'insécurité culturelle : un pavé dans la mare qui avait de la tenue. Mais il comportait une erreur importante sur la définition de la loi de 1905 : elle ne relègue pas la religion à l'espace privé. » Il déplore surtout la démarche « maccarthyiste » totalement contre-productive du Printemps républicain : « Ils tendent à créer des réactions identitaires virulentes. »

La défiance parmi ses pairs

Laurent Bouvet suscite aussi la défiance parmi ses pairs. Le sociologue Olivier Fillieule l'a récemment pris à partie sur les réseaux sociaux : « Cyril Hanouna de la science politique française », « déshonneur de [notre] profession », « clown triste ».

Bouvet admet une part de responsabilité (« je peux être un peu frontal »), mais il croit y déceler de la jalousie. « Ils ne publient pas grand-chose, ils aimeraient avoir plus de 300 abonnés sur les réseaux sociaux. Ils sont gentils de me faire la leçon, mais ils ne sont pas tous prix Nobel. Si c'est pour faire un livre qui a 250 acheteurs et trois lecteurs, ça ne m'intéresse pas. »

« Finalement, Laurent Bouvet n'a réussi ni sa carrière politique ni à devenir un intellectuel vraiment marquant. » Pierre Rosanvallon

Bouvet se tient aujourd'hui à distance du milieu académique, sèche les colloques et snobe les revues scientifiques. « Accepter de descendre dans l'arène est difficile. Beaucoup d'universitaires ont peur de se commettre. J'assume un véritable engagement intellectuel dans la société. Je suis ce que l'on appelle aux Etats-Unis un "public intellectual". » Mais qu'a-t-il donc produit sur la laïcité ? « Je prépare un livre sur la question politique soulevée par la laïcité, répond le politiste. Je n'écris pas des livres tous les trois mois comme Alain Minc. Je ne suis pas Thomas Guénolé [le politologue membre des « insoumis »]. Je travaille, moi. »

Il ajoute qu'il se fiche de la reconnaissance de ses pairs. Les seuls avis qui comptent sont ceux de ses maîtres. Entre autres, Gauchet, Furet et Rosanvallon. Marcel Gauchet publie Bouvet. François Furet est mort. Rosanvallon : « Finalement, Laurent Bouvet n'a réussi ni sa carrière politique ni à devenir un intellectuel vraiment marquant. Il a progressivement défendu des positions républicaines un peu intégristes. Bien que ses livres soient intéressants dans leur genre, plutôt vifs et alertes, ce sont des livres d'intervention que pourraient écrire des journalistes de talent. »

Goût prononcé pour le baroud

En 2013 déjà, il a dû faire face à une sérieuse déconvenue dans le milieu universitaire. Pressenti pour diriger le centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), Laurent Bouvet en est finalement écarté. Les raisons sont diverses, mais son agitation sur les réseaux sociaux a pesé. « Au fond, ça n'a pas facilité la tâche, se souvient Pascal Perrineau, l'ancien directeur. Il y a pu y avoir interférence entre un dossier scientifique impeccable et des tweets qui ont pu prendre à rebrousse-poil une partie de la communauté. »

Laurent Bouvet assume le « côté gladiateur du combat politique, avec ce que cela implique de dureté et de violence ».

« Il a été meurtri, se souvient l'ancien directeur du Service d'informations du gouvernement Philippe Guibert, avec lequel il s'est brouillé. D'autant qu'en 2013, la culture Terra Nova

était prégnante chez les dirigeants socialistes. Il a pu se sentir doublement rejeté. Son besoin d'exister, au sens intellectuel du terme, l'a amené à faire le choix des réseaux sociaux. Or, les réseaux sociaux accentuent la radicalité. »

Bouvet, intellectuel prometteur, se serait donc abîmé en s'autoradicalisant sur Twitter ? La thèse séduit tant ses amis que ses adversaires qui tous louent ses qualités intellectuelles mais regrettent son goût prononcé pour le baroud.

« Il a tendance à privilégier la polémique au détriment de l'approfondissement de ses propres concepts » (Laurent Baumel). « Il a une propension à aligner les formules assassines qui l'isolent » (Gilles Finchelstein). « Je ne ferraille pas toute la journée sur Internet, conteste Bouvet. J'ai conçu et développé un usage qui maximise ma présence sans que j'aie besoin d'y consacrer beaucoup de temps. »

Il aime la discussion entre citoyens qui s'y établit et assume le « côté gladiateur du combat politique, avec ce que cela implique de dureté et de violence ». Sur une question aussi sensible, Jean Baubérot croit peu aux vertus des jeux du cirque et préfère rappeler cette formule d'Aristide Briand, le père de la loi de 1905 : la « *laïcité de sang-froid* ».